

menace à se fissurer.

~~C'est pourquoi on ne peut pas se contenter de multiplier les petits débrayages et les grands cortèges, car cela risque de prendre très vite un caractère répétitif et démobilisateur.~~ La grève avec occupation reste la seule forme de lutte capable de faire aboutir le mouvement. Mais — compte tenu de l'évolution des rapports de forces et de l'attitude des directions syndicales qui s'y sont opposées et n'y ont pas préparé le personnel — il faut (si nous voulons être compris) avancer ce mot d'ordre non pas comme un ultimatum : « ceux qui sont pour, à l'action tout de suite », mais comme un objectif qu'il faut se donner les moyens de préparer.

## Mercredi 22

Compte tenu de cela, la Taupe Rouge qui sortira le lendemain sera axée non pas essentiellement sur l'occupation comme les précédentes, mais sur la perspective immédiate d'une Assemblée générale de tout le personnel de la Delle pour discuter de la poursuite du mouvement. C'est la même bataille qui avait été menée les deux jours précédents avec le texte signé par les délégués de secteur.

### TAUPE ROUGE ALSTHOM

No 14 — 22 mars

#### ET MAINTENANT...

La manifestation d'hier matin a montré à la direction de l'Alsthom qu'une large partie du personnel était prête à se mobiliser pour défendre son droit au travail. Elle a montré aussi que notre protestation rencontrait une grande sympathie dans la population de St Ouen, comme cela s'est bien vu au marché.

Mais le problème de la poursuite de l'action reste posé.

Cette manifestation a rassemblé moins de monde que le débrayage de vendredi. Si de nouvelles propositions de lutte ne sont pas rapidement débattues et mises en pratique, la direction risque d'essayer de reprendre les choses en main. Il est clair qu'elle va chercher à regagner une partie de la maîtrise (comme cela s'est vu avec le tract de la CGC), à diviser le personnel, et à faire reprendre totalement le travail.

C'est pourquoi il faut décider rapidement d'une riposte efficace pour faire échec aux projets patronaux et pour cela il faut en discuter d'abord ensemble démocratiquement.

Jusqu'ici les décisions ont été prises essentiellement par des responsables syndicaux entre eux sans que, la plupart du temps, nous puissions discuter tous ensemble des différentes propositions.

Or la menace de fermeture frappe tous les travailleurs de la Delle : c'est donc à nous tous de décider ce qu'il faut faire.

Hier des assemblées se sont tenues dans divers secteurs et ont élu des délégués afin de constituer un comité, dont le projet était de préparer une ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE TOUT LE PERSONNEL

C'est cette proposition qu'il faut reprendre aujourd'hui.

— pour que la discussion puisse avoir lieu dans les meilleures conditions, elle doit être préparée par des réunions de secteurs, d'équipe et de service, et par la réunion des délégués et des représentants syndicaux.

— pour que la discussion soit l'affaire de tous, elle doit se faire avec tous les travailleurs concernés et non plus en séparant les différentes catégories

— pour que la discussion soit réellement démocratique il faut que toute proposition de lutte, quelle qu'elle soit, puisse être débattue.

Pour une assemblée générale  
de tout le personnel  
qui décidera des meilleures formes d'action  
pour défendre notre droit au travail

Le mercredi matin sort un tract intersyndical défendant un certain nombre de propositions de lutte avancées en commun par la CGT et la CFDT : débrayages partiels et manifestations au siège de l'Alsthom et de la CGE. Mais aucune proposition pour organiser la lutte à l'intérieur de l'entreprise. La CGT et la CFDT appellent à une assemblée générale pour en discuter. Ainsi l'AG du personnel était obtenue, mais elle était convoquée en fait pour enterrer des propositions sur lesquelles les directions syndicales s'étaient préalablement mises d'accord.

La matinée du mercredi marqua la fin du « comité des délégués de secteurs » : les signataires, élus par des assemblées de secteur, s'étaient rassemblés sur des bases très larges (non pas l'occupation, mais la structuration démocratique du mouvement et la perspective d'une AG). L'Assemblée une fois obtenue ce regroupement devenait beaucoup plus fragile. D'autre part, ce rassemblement n'ayant pas débordé de chez les mensuels, il était beaucoup plus vulnérable aux pressions patronales et stalinienne : avec un début de reprise en main de la direction et une campagne des dirigeants CGT agitant le spectre de la « révolution-rouge-qui-fait-peur », plusieurs délégués commencèrent à retirer leur signature. Témoin ce billet particulièrement typique adressé à l'un de nos camarades.

« MMs C... et B... étaient d'accord de former un comité de liaison entre bureaux et ateliers (mensuels). Mais ne sont pas d'accord pour un mouvement révolutionnaire. Nous décidons donc de ne pas être portés sur le mention » (sic)

Ainsi périt ce comité constitué dans les jours qui suivent la confirmation des licenciements. Bien qu'éphémère il fut utile, par le travail d'explication pratique qu'il a permis sur l'organisation démocratique du mouvement, alors que les directions syndicales prenaient beaucoup de décisions seules. Cette explication sera d'ailleurs régulièrement poursuivie. Il fut utile également comme instrument de pression au service d'un objectif immédiat : l'Assemblée générale. Mais ses limites tenaient à sa composition (mensuels) et aux bases sur lesquelles il s'était constitué. En l'absence de perspectives pratiques de lutte, avec le tassement de la mobilisation qui s'opérait, il se disloqua. Il aurait été faux et même dangereux d'essayer de prolonger artificiellement son existence.

L'Assemblée Générale a lieu comme prévu :

250 travailleurs y participent, ce qui confirme une certaine retombée de la combativité chez les horaires et une grosse démobilisation chez les mensuels. Le respon-